

Paris, le 24 juin 1994

Le Conseiller à la Présidence

(v.m. 16 h)
HV

NOTE

hu

à l'attention de
Monsieur le Président de la République
S/C de Monsieur le Secrétaire Général

Vu - Rgueli pages 2 et 3

H Vedrine

Objet : Rwanda

I - Situation militaire

La mise en place de notre dispositif au Zaïre, à Goma et à Bukavu, se poursuit.

Dès aujourd'hui l'effectif atteindra 1200 hommes.

Un détachement d'une cinquantaine d'hommes a pénétré hier après midi, à partir de Bukavu en territoire rwandais et a atteint Cyangugu, localité proche de la frontière zaïroise, pour venir en aide à des réfugiés tutsis. L'accueil réservé à ce détachement par la population (tutsie et hutue) a été bon. Celle-ci se sent maintenant en sécurité et va pouvoir bénéficier de l'aide humanitaire.

Nos unités interviendront aujourd'hui dans un rayon de 30 km à partir de Cyangugu, en direction de la ville de Kibuye au bord du lac Kivu.

Une cellule de coordination de l'aide humanitaire sera mise en place cette fin de semaine à Goma.

Contrairement à ce que laisse entendre la presse, les unités françaises n'ont pas encore quitté Goma pour Gisenyi (Nord du lac Kiwu).

II - Contributions étrangères

La Mauritanie (équipes médicales), le Sénégal (les premiers Sénégalais arrivent aujourd'hui à Goma), l'Egypte (20 observateurs) ont décidé de manifester concrètement leur soutien à notre initiative.

La Belgique, l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays Bas ont offert une aide logistique. Nous leur préciserons officiellement nos besoins dès aujourd'hui par notes verbales.

Les Etats-Unis ont refusé, sur pression du département d'Etat, d'assurer le transfert de troupes et de matériel au Zaïre.

III- Nations Unies

Un groupe de contact sera constitué à New-York pour accélérer la mise en place de la MINUAR. Le Premier ministre doit appeler cet après-midi, depuis Corfou, M. Boutros Ghali pour insister sur l'urgence du déploiement de cette force des Nations-Unies.

IV - décision à prendre

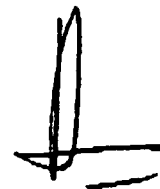
Il avait été convenu que parallèlement à notre intervention à Cyangugu, (au profit des réfugiés tutsis), une opération serait menée dans la région de Gisenyi, en faveur des déplacés hutus. Mais le Quai d'Orsay est très hésitant sur une action dans la région de Gisenyi où siège le gouvernement intérimaire.

L'Etat-major, comme nous-mêmes, souhaiterait garder l'équilibre entre les deux communautés rwandaises et serait favorable à

une intervention dans cette partie du Rwanda. Il s'agit d'éviter une réaction d'hostilité à notre égard de la part de la communauté hutue.

Gisenyi ?

↓ oui



Bruno DELAYE